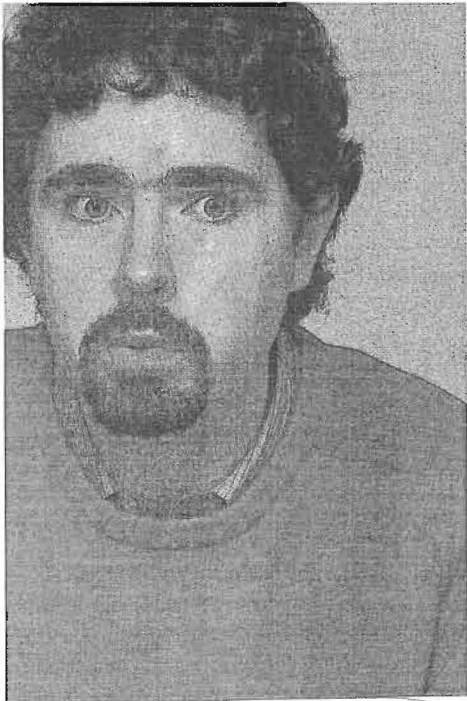


## CERTAINS VOIENT DÉJÀ – et pas uniquement au PS – Elio Di Rupo Premier ministre Chimère ? Cadeau empoisonné ? Analyse croisée de deux experts : le politologue gantois Carl Devos et son confrère de l'ULB, Jean-Benoit Pilet.



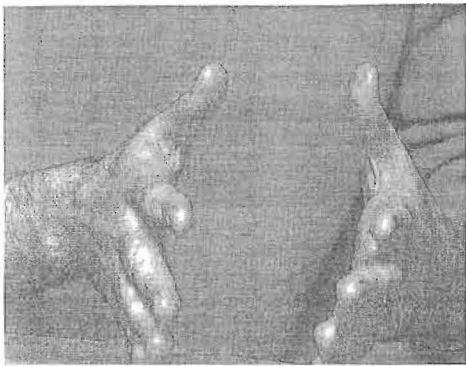
## Pourquoi Bart De Wever offrirait-il le « Seize » à Elio Di Rupo ?

**Carl Devos.** « Premièrement, parce qu'aujourd'hui, Elio Di Rupo n'est plus "le pire francophone". Il se présente comme un homme constructif, comme un homme d'Etat, alors que, pour de nombreux Flamands, Joëlle Milquet et Didier Reynders incarnent bien plus que lui le front du refus francophone. On sait que Joëlle Milquet est surnommée "Madame Non". Mais il faut savoir que l'image de Didier Reynders est également très mauvaise. D'abord parce qu'il est l'allié d'Olivier Maingain. Ensuite, parce que ce qu'il a fait au département des finances est jugé inacceptable en Flandre. Deuxièmement, parce qu'Elio Di Rupo est le roi, côté francophone. Dès lors que De Wever n'ambitionne pas de devenir Premier ministre, il ne reste que Di Rupo : c'est la seule alternative. Par ailleurs,

on espère que si le poste de Premier ministre est occupé par un francophone, les francophones seront constructifs, sinon flexibles, dans le contexte d'une grande réforme de l'Etat. »  
**Jean-Benoit Pilet.** « Il y a plusieurs éléments. Le premier c'est que, quand on analyse les déterminants qui font qu'on entre ou qu'on n'entre pas dans une coalition, il y a le programme et le pouvoir. Et il faut admettre que la N-VA est un parti où le programme prédomine sur les enjeux de pouvoir et sur le fait d'occuper des postes. La N-VA a un programme relativement radical et surtout subit un contrôle assez pointilleux de la part de ses membres – qui sont des gens essentiellement motivés par ce programme, plus que par le fait d'occuper le pouvoir. Les élus savent donc très bien qu'ils peuvent se faire "couper la

tête" par leurs membres s'ils concèdent trop de choses sur leur programme. C'est une des caractéristiques du mouvement flamand : la Volksunie était déjà comme ça. Je pense que, sincèrement, Bart De Wever est moins intéressé par le poste de Premier ministre ou par le simple fait d'occuper un poste ministériel que par l'impression qu'il a de pouvoir réaliser l'Histoire, en faisant évoluer la Belgique vers le confédéralisme, voire à s'approcher de la fin du pays. De Wever a bien retenu les leçons de l'éclatement de la Volksunie en 2001 (irréconciliablement divisée sur la réforme institutionnelle de la Saint-Polycarpe, la VU éclata entre l'aile Bourgeois, qui allait former la N-VA, et l'aile Anciaux, qui allait former Spirit, NDLR). Le deuxième élément, c'est que Bart De Wever est très préoccupé à

l'idée de se retrouver dans une situation qu'Yves Leterme 2007. C'est-à-dire dans la tation de celui qui a gagné les élections mais qui ne peut pas en œuvre le mandat clair de l'électeur. Il est conscient qu'il est très difficile de réaliser ce qu'il a promis, c'est-à-dire cette vision vers le confédéralisme. Une des causes principales de la déception de Yves Leterme, c'est d'avoir légié le poste de Premier ministre à la réalisation de son programme. Vu que De Wever fut l'un des critiques principaux de ce poste, il ne peut décemment pas rester dans la même configuration. Troisième élément, je pense qu'il veut pouvoir dire : "S'il n'y avait pas d'accord, ce n'est pas de ma faute : j'ai été ouvert et j'ai même proposé jusqu'à leur proposer le poste de Premier ministre, qu'ils n'ont plus eu depuis trente ans..."

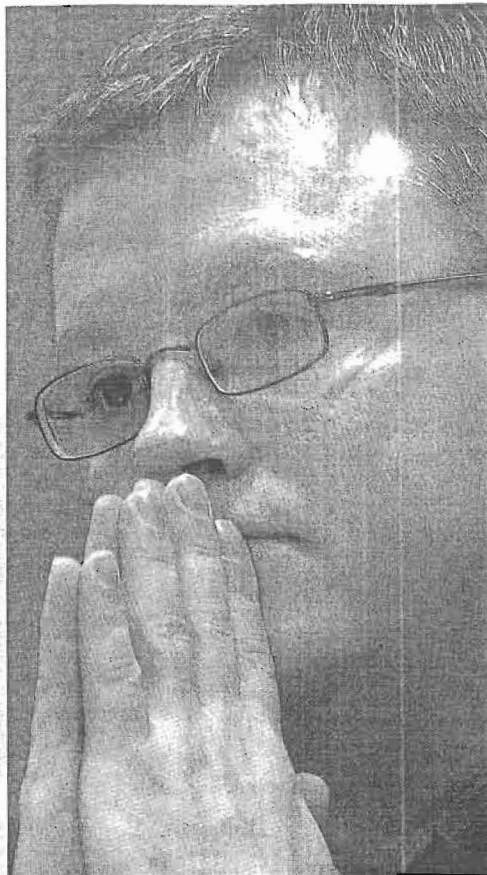


## Elio Di Rupo a-t-il le profil de la fonction ?

**Jean-Benoit Pilet.** « C'est une question difficile. Si on regarde le profil des Premiers ministres en Belgique depuis les années 50, leur trait principal est d'être flamand et démocrate-chrétien... Dans ce sens-là, non, Elio Di Rupo n'a pas le profil. Comme Guy Verhofstadt ne l'avait pas tout à fait non plus - bien que lui était flamand. Donc, avec lui, ce serait quand même assez nouveau et assez différent de ce à quoi on est habitué. Mais si l'on sort de là, on constate qu'on a en général des gens qui sont très populaires dans leur communauté - avec des exceptions, comme Herman van Rompuy -, des gens qui ont occupé des fonctions ministérielles auparavant, des gens qui sont le leader incontesté de leur parti et qui ont un parti qui est dominant dans sa communauté... Tout cela, Elio Di Rupo l'a - être président du PS n'est pas forcément une position dans laquelle on a moins de pouvoir politique que Premier ministre... »

Le seul doute, concerne sa connaissance du néerlandais, qui est correcte, mais qui n'est pas aussi fluide que n'était le français de Jean-Luc Dehaene, de Guy Verhofstadt ou d'Herman Van Rompuy. Même si, pour les deux premiers, il y a quand même eu une nette progression dans la maîtrise du français au cours de leur mandat de Premier ministre. Elio Di Rupo part d'un peu plus bas au niveau des connaissances linguistiques ; la question sera de voir s'il pourra y arriver. »

**Carl Devos.** « Je pense qu'il a le profil pour la fonction. Il a l'expérience - il a été vice-Premier ministre et ministre-président wallon -, il est intelligent, il connaît beaucoup de monde, c'est un homme avec un caractère très fort, il s'exprime bien, d'une manière diplomatique, c'est le leader de son parti, il a gagné beaucoup d'élections. Tout est là. Le seul problème est sa connaissance de la langue néerlandaise... » ■



**Jean-Benoit Pilet**  
Chargé de cours à l'ULB, directeur-adjoint du Cevipol (Centre d'étude de la vie politique).

© F.L.D. (ST)

## Quel serait le prix à payer ?

**Carl Devos.** « Il y aura un prix à payer, comme pour tous les Premiers ministres par le passé. Souvenez-vous de l'arrivée au "Seize" de Guy Verhofstadt, il y a dix ans : tout le monde a dit que l'accord de gouvernement (avec les socialistes et les écologistes) n'était pas assez libéral. Rappelez-vous de Leterme, plus près de nous : pour devenir et surtout pour rester Premier ministre, il a dû renoncer à la scission de BHV et à sa grande réforme de l'Etat. Donc, pour Di Rupo aussi, il y aura un prix. C'est une des raisons pour lesquelles De Wever a déclaré qu'il ne voulait pas le poste. Si Di Rupo devient Premier ministre, le message sera que la minorité démographique de ce pays n'est pas dans l'impossibilité d'assurer le leadership. En échange de ce geste de confiance et de collaboration, les Flamands espèrent que les francophones négocieront une grande réforme de l'Etat. »

**Jean-Benoit Pilet.** « En dehors de toute considération sur la réforme de l'Etat, on sait que le parti qui obtient le poste de Premier ministre doit déjà céder sur d'autres portefeuilles ministériels importants. Il y a par ailleurs le fait que l'on se trouve dans une posture où l'on doit, encore plus que quand on occupe un autre poste gouvernemental, avoir une parole plus modérée. Donc, on n'est pas celui qui définit la ligne de son parti ; la voix du PS au gouvernement, ce ne sera pas Elio Di Rupo s'il est Premier ministre, car lui devra être la voix consensuelle du gouvernement. A titre personnel, c'est quelque chose que le Premier ministre doit assumer. Sur la réforme de l'Etat en tant que telle, on peut se dire que, du côté flamand, l'espoir pourrait être que les francophones soient dans l'obligation de trouver un consensus plus fortement que s'ils n'ont pas le poste de Premier

ministre. Cela peut donc favoriser un accord. Mais je pense qu'il faut quand même intégrer le fait que les francophones ont nettement changé leurs perspectives. Il y a eu, me semble-t-il, un déclin dès les premiers sondages qui annonçaient la N-VA à plus de 20 %, et cela s'est confirmé dimanche soir. Certes une réforme pourrait détricoter un peu plus la Belgique et même nous rapprocher de la fin de celle-ci, mais vu le mécontentement des électeurs flamands, l'absence de réforme de l'Etat conduirait plus sûrement encore sinon à la fin, du moins à la faillite de l'Etat belge. Donc, dans cette configuration-là, où de toute façon il faudra un accord, même s'il sera très difficile d'en trouver les termes, cette notion, de "prix à payer" est sans doute moins pesante que dans des circonstances habituelles. » ■

**Carl Devos**  
Professeur à l'Université de Gand, rédacteur en chef de Samenleving en politiek.

Propos recueillis par  
WILLIAM BOURTON

